

CONFÉRENCE DU GROUPE RCD À L'APW DE TIZI-OUZOU

«Le P/APW est en campagne électorale anticipée»

Dans une conférence de presse organisée, hier, les élus du groupe RCD à l'APW de Tizi-Ouzou relancent la polémique suscitée autour de l'adoption récente en plénière de l'assemblée de wilaya du budget supplémentaire 2016. Ils apportent la contradiction au P/APW qu'ils accusent, de mettre l'APW au service de la cause électorale de son parti, le FFS et de manquer de «propositions et de solutions aux nombreux problèmes que vivent les collectivités locales et les citoyens».

«Le P/APW est en campagne électorale anticipée», attaquent d'emblée les élus du RCD qui s'estiment être la cible d'attaques gratuites et irraisonnées de la part du président de l'APW.

«A défaut d'alerter sur l'annulation de nombreux projets par le gouvernement, les coupes budgétaires et l'asphyxie des collectivités locales, il (le P/APW) s'adonne aux mensonges les plus grossiers», accusent les élus du RCD qui reprochent au premier responsable de l'APW de minimiser l'action des élus de la majorité sortante. «Tout le monde sait par qui et quand ces projets, l'essentiel d'entre eux (Ndlr : référence à de nombreux projets structurants concédés à la wilaya), ont connu un début d'exécution entre 2009 et

2010, c'est-à-dire, deux années après l'arrivée du RCD à la tête de l'APW», rétorquent les élus de ce dernier parti au P/APW qu'ils interpellent sur son silence quant «à l'origine des blocages des projets structurants de la wilaya, particulièrement, la zone industrielle de Souamaâ (...) et sur le sort réservé (à ceux d'entre ces projets) arrachés de haute lutte et dont les études sont finalisées bien avant le mandat de 2012-2017.»

Visiblement remonté, le RCD déroule une longue liste de reproches au président de l'assemblée coupable de «violation de la loi, que ce soit pour le non respect des dates légales des différentes sessions, la non-remise de la documentation à temps et/ou la non-présentation du budget par le wali devant la

CEF, commission économique et financière, puis à l'assemblée pour débat et amendement et, enfin, adoption comme le stipule l'article 160 de la loi 12-07 relative à la wilaya.»

La démarche du P/APW ainsi décrite «renseigne, au mieux, sur l'indigence intellectuelle de ce président, au pire, sur une fuite du débat, particulièrement, autour des niches d'argent qu'il réserve, habituellement, à sa clientèle», s'indigne le RCD qui s'interroge sur le sort réservé aux demandes qu'il a faites pour la mise en place de différentes commissions d'enquête et pour la tenue des sessions extraordinaires et ainsi que sur la répartition «discriminatoire» et «clientéliste» des subventions destinées aux associations.

Les élus du groupe du parti de Mohcine Bellabes n'ont pas manqué de dénoncer «le déséquilibre dans la répartition des subventions allouées aux communes. En effet, une discrimination flagrante a été pratiquée au profit des APC gérées par le FFS avec des montants représentant le double, voire le triple des sommes attribuées au reste des

autres communes», constate le RCD qui dénonce le vote par l'actuelle majorité d'une cagnotte de 2 milliards de centimes pour les besoins de la restauration.

Au temps de l'austérité budgétaire, selon le RCD qui parle «d'abus», estimant qu'«une somme aussi importante doit aller aux villages leurrés dans le cadre du «prix du village le plus propre»» et aux associations méritantes.

S'agissant de son absence à la cérémonie d'inauguration de la statue de Mouloud Mammeri, il y a trois jours à Aït Yenni, le RCD s'explique : «il ne s'agit pas d'un boycott ; ni nos élus ni nos cadres ne sont invités.»

S. A. M.

BASCULEMENT DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE VERS LE MSAN

Prévue pour 24h, l'opération prend des semaines à Annaba

Au départ, c'était une coupure pour quelques heures sinon tout au plus pour 24 heures, affirmaient les techniciens en charge du basculement du réseau téléphonique vers la nouvelle technologie MSAN.

Une dizaine de jours plus tard et après plusieurs réclamations, les abonnés d'une bonne partie du centre-ville de Annaba ne savent plus à quel saint se vouer.

Le téléphone, le fax et l'ADSL, indispensables pour nombre d'abonnés dont des journaux, des agences de publicité et de voyages, des médecins et autres avocats et notaires, sont hors service.

Les lignes téléphoniques d'autres abonnés au centre-ville et même dans d'autres quartiers, tels ceux de Oued Kouba et Beauséjour sont souvent en dérangement, et ce, durant des mois. Aux réclamations des usagers, les responsables d'Algérie Telecom Annaba évoquent le sempiternel problème de basculement des lignes vers le MSAN. Comme si cette opération nécessitait des mois pour être réalisée.

Certes, le réseau de Annaba, datant de plusieurs décennies, est devenu vétuste, le changement et la modernisation pour plus de performances ne pouvaient plus attendre encore. Mais de là à laisser des usagers d'un outil de communications indispensable des temps modernes dans l'expectative sans être avertis ni fixés sur la durée du dérangement relève du peu de considération envers des clients qui se sont toujours acquittés de leurs factures téléphoniques dans les délais.

A. B.

TAUX ÉLEVÉ D'ADMISSIONS, DÉFICIT EN SAGES-FEMMES, INSUFFISANCE DU BUDGET...

La maternité de Tiaret défie les contraintes

L'établissement hospitalier spécialisé en gynéco-obstétrique de Tiaret se débrouille comme il peut pour faire face au nombre élevé d'admissions en provenance, aussi bien des structures sanitaires de différentes localités de la région que des wilayas limitrophes. C'est du moins ce que nous a déclaré le directeur, Sekkine Larbi.

Selon une situation arrêtée le 30 juin de l'année en cours, ledit établissement a enregistré quelque 1 830 cas, avec une moyenne de 10 malades par jour pour accouchements et autres actes opératoires dont 1 100 issus des wilayas de Relizane et de Tissemsilt.

L'insuffisance du budget, plus particulièrement dans son article relatif aux médica-

ments, est l'autre casse-tête auquel est confronté l'établissement. Ce dernier arrive difficilement à satisfaire les besoins, eu égard à la demande grandissante imposée par l'afflux incessant de nombreux malades venant d'autres régions. Cela sans omettre le déficit en sages-femmes, d'autant plus que la maternité en compte une trentaine seulement dont une partie doit partir à la retraite, ce qui n'est pas sans compliquer les choses, en l'absence du produit de formation qu'il faudra attendre en 2018.

En dépit de cette situation peu confortable, le personnel de l'établissement, tous corps confondus, ne ménage aucun effort pour veiller à la bonne prise en charge des patients. Aussi, en termes d'activités, l'on saura que pas moins de 7 735 femmes ont été admises durant le premier semestre 2016 au service gynéco-obstétrique. 5 449 d'entre elles ont subi des accouchements avec une moyenne de 29 par jour dont 2 794 par voie normale, 2 117 par césarienne et 54 aux forceps.

Au registre consultation, la maternité de Tiaret a comptabilisé durant la même période

17 259 cas avec 44 146 examens biologiques et 2 000 explorations fonctionnelles (échographies).

S'agissant des actes opératoires, l'équipe de gynécologues a eu à effectuer 408 interventions liées, entre autres, à l'hystérectomie, kystectomie, fibromes ...

En matière du taux d'occupation, il est de l'ordre de 135%, soit une rotation de lit de 104 malades, ce qui n'est pas sans engendrer parfois une énorme pression si l'on tient compte de la «faible» capacité d'accueil de l'établissement, en attendant évidemment l'ouverture prochaine du complexe mère-enfants, un projet perçu comme une bouffée d'oxygène par la population concernée.

Par ailleurs, l'EHS gynéco-obstétrique de Tiaret a eu à assurer une panoplie de prestations avec, en prime, des soins à domicile, des consultations spécialisées au niveau des polycliniques, des cycles de formation au profit du staff médical, paramédical et administratif, sans pour autant bénéficier des atouts du jumelage avec le CHU d'Oran et celui de Lyon, en France.

Enfin, en termes de perspectives, «l'établissement compte lancer plusieurs opérations dont nous citerons, à titre indicatif, le dossier électronique des malades, et la télé-médecine avec le CHU de Tlemcen», devait souligner le directeur, Sekkine Larbi.

Mourad Benameur

TIPASA

Le directeur général de la Protection civile, M. Lehbiri en visite de travail

Le périple du directeur général de la Protection civile dans la wilaya de Tipasa, a vu la remise des clés de 15 logements de fonction dans la ville de Hadjout aux cadres de la Direction et des unités de la Protection civile de la wilaya.

A l'issue de la cérémonie qui s'est déroulée dans la ville de Hadjout, M. Lehbiri s'est rendu au chef-lieu de wilaya où il a inauguré le nouveau siège de la Direction de la Protection civile, avant de se rendre à l'unité principale de Chenoua où il a passé en revue les éléments de la colonne mobile, au nombre de 55 agents, tous grades confondus. En marge de cette visite, le directeur général de la

Protection civile a annoncé que le taux de couverture du territoire national par la Protection civile est de 68%, tout en révélant que ce taux sera appelé à être révisé à la hausse grâce au recrutement prévu dans le futur par l'apport de 10 000 nouveaux agents.

Il a été précisé en outre que le potentiel en ressource humaine de la Protection civile avoisine actuellement 60 000

agents, tous grades et services confondus. Il a été par ailleurs révélé que pour cette année, l'admission de futurs éléments n'est pas prévue, toutefois, le DG de la Protection civile, le colonel Lehbiri, révèle qu'il est prévu de porter l'effectif actuel à 70 000 agents.

Dans le cadre de cette visite, le DG de la Protection civile, M. Lehbiri, interpellé à propos de la probable acquisition d'avions de type Canadair dédiés à la lutte anti-incendie dans les sites d'intervention difficile, estime qu'actuellement l'acquisition de tels moyens n'est pas une option prévue

dans l'immédiat, sachant que les capacités d'intervention disponibles en Algérie, permettent en cas de sinistre, des interventions rapides et efficaces, cela d'une part et que d'autre part, l'acquisition de cet équipement reste liée aux impératifs et priorités nationaux ; tout en indiquant que la disponibilité actuelle de six hélicoptères dédiés aux missions de sauvetage et d'intervention en cas d'incendie dénote de l'importance des moyens mis en œuvre par l'Algérie dans ce type d'intervention contre les sinistres.

Houari Larbi

Amélioration de l'état des routes et révision du plan de circulation en vue

En marge des journées «portes ouvertes» sur les accidents de la route organisées avant-hier par la radio, en coordination avec la gendarmerie, la Sûreté nationale et la Protection civile, le wali de la wilaya devait préciser que l'élément humain, le non-respect du code de la route et l'état défectueux des réseaux routiers sont les principaux facteurs favorisant ce fléau.

Aussi, en plus des campagnes de sensibilisation et les mesures de répression engagées par les services de sécurité à l'encontre des contrevenants, une enveloppe financière conséquente devrait être injectée prochainement dans des travaux d'entretien, de réalisation de routes et de modernisation des plaques de signalisation. En ce sens précisément, un montant de l'ordre de 50 milliards de centimes a été consacré à la réalisation de la première tranche de la double voie, allant de la sortie nord de la wilaya jusqu'aux frontières de la wilaya de Relizane.

«Une aubaine certaine pour les usagers de ce tronçon à grande fréquentation», devait souligner avec soulagement un chauffeur de taxi. Dans le même contexte, une somme de trois milliards de centimes a été destinée à la révision du plan de circulation constituant jusque-là, un véritable casse-tête pour les automobilistes confrontés aux bouchons quasi quotidiens, à travers les principales artères de la ville.

M. B.